# L'ABEILLE.

PUBLIÉ PAR E. MICHEL & CIE.

No. 81, Rue Chartres.

Journal spécial pour les annonces, publié *gratuitement* pour le public.


*NOUVELLE-ORLEANS:*
MERCREDI MATIN, 9 MARS 1848.

POUR GOUVERNEUR :
## HENRY JOHNSON.

Depuis quelque temps on remarque beaucoup parmi nous de la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Des assemblées publiques sont convoquées journellement dans toute l'étendue des Etats-Unis pour témoigner de notre sympathie pour la population Irlandaise opprimée. Loin de nous la pensée de vouloir blâmer cette généreuse sympathie qui honore ceux qui l'éprouvent ; mais dans la situation où nous sommes placés, nous hommes du Sud, la manifestation publique, officielle ou quelque sorte, de cette sympathie n'est-elle pas imprudente ? Acton suffisamment réfléchi sur les conséquences qui peuvent, qui doivent même naturellement en découler.

D'un côté l'adresse de M. O'Connel, le grand agitateur, signée par soixante mille Irlandais, sur l'Irlandais d'origine, habitant les Etats-Unis leur demande d'épouser la cause de l'abolitionisme. Or, est-il convenable que nous fassions cause commune avec des partisans fanatiques de l'abolitionisme ? Ne sont-ce pas agir directement contre nos intérêts ? N'est-ce pas un acte de suicide moral ? Quoi ! O'Connell et les soixante mille signataires de son adresse aux Américains d'origine Irlandaise, commandent d'épouser la cause de l'abolitionisme, et nous répondons à l'appel, et nous consentons tacitement à faire cause commune avec eux ! C'est vraiment incroyable.

On nous dira, sans doute, que nos assemblées publiques n'ont pour but que de manifester une sympathie bien naturelle pour un peuple opprimé; mais nous voyons par les journaux de Boston que l'adresse demande positivement *de faire cause commune avec les abolitionistes* : et c'est précisément à cette adresse que nous seclamons.

Les résolutions adoptées par les assemblées tenues à cet effet au Nord ne laissent d'ailleurs aucun doute à cet égard :

"Résolu que nous voyons avec bonheur que la voix d'O'Connell, laquelle fait maintenant trembler les trois Royaumes, ait traversé l'Atlantique comme un coup de tonnerre pour la cause de la liberté dans notre pays et que le père Mathieu [un autre agitateur abolitioniste, fondateur des sociétés de tempérance et signataire de l'adresse,] après avoir rendu avec un de ses frères milliers de ses concitoyens à la vie naturale, ait étendu l'autre pour briser les fers de l'esclave américain."

Comme on voit, O'Connell nous dit bien en termes formels : "prêtez-nous votre influence pour séparer l'Irlande de l'Angleterre et à mon tour je vous prêterai la sienne pour effectuer l'abolition, car l'une ne tient à cœur non moins que l'autre." Et nous, encore une fois, nous hommes du Sud, nous répondons à son appel !

Mais alors même que l'abolitionisme, ne serait pour rien dans ce mouvement demandé en faveur de la population de l'Irlande, nous devrions encore nous en abstenir dans notre intérêt moral, par un sentiment de justice et pour n'être pas en contradiction avec nous mêmes. On sait qu'il est généralement contraire à la justice et au droit des gens qu'une nation intervienne dans les affaires d'une autre nation amie. Aussi trouvons nous mal, et cela avec raison, que les Anglais interviennent, même indirectement, dans nos affaires domestiques à propos de l'abolitionisme: et pourtant nous en faisons tout autant en ce moment, en nous occupant de la séparation de l'Irlande.

Ainsi, par une inconséquence manifeste, nous blâmons les Anglais d'intervenir dans nos affaires à propos des institutions du Sud et en même temps nous intervenons dans les affaires intérieures de l'Angleterre à propos de la question de séparation de l'Irlande. Et ce qu'il y a de plus fort c'est que nous, habitants du Sud, qui avons le plus à nous plaindre de cette intervention, soyons les premiers à intervenir dans une question dont une des principales données est hostile à nos intérêts les plus chers, à notre existence.

Comprenons donc que nous devons nous abstenir de toute intervention dans les affaires des autres avec d'autant plus de soin que nous avons un intérêt direct à repousser toute intervention de la part des autres.

Un des petits journaux de la seconde municipalité annonçait hier que le cadavre de l'esclave Washington, exécuté il y a quelques jours, avait été exhumé dimanche soir par quelques démons à face humaine, sa tête coupée et fichée à la porte d'un des habitans de cette ville.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Le bill supplémentaire au bill des banques est toujours à l'ordre du jour. La Chambre en est arrivée à la considération de la section 15, le question de l'adoption sera bientôt mise aux voix.

ACCIDENT.—Dans le voyage de la goélette *Mary James*, de la Nouvelle-Orléans à Pensacola, un nommé Joseph Reuo, espagnol de naissance, mais habitant la Nouvelle Orléans depuis quelques années, est tombé à la mer, et n'a pu être sauvé, malgré tous les efforts du capitaine et de son équipage.

NAUFRAGE.—La barque *Francis Stanton*, partie de Liverpool pour Baltimore, avec un chargement complet de quincaillerie et de marchandises sèches, s'est échouée le 13 février à environ 10 milles sud du *Cap Henry*. On ne pense pas pouvoir la sauver.

Il se forme partout à New-York des clubs appelés *Clay-Clubs*, dont l'objet est de soutenir les droits du célèbre sénateur du Kentucky à la présidence.

M. Van Buren se propose d'aller rendre visite à l'hermitage au général Jackson ! ainsi disent les feuilles du Nord.

Le steamship CLIDE, de la ligne des *Indes Occidentales*, est arrivé à Charleston, le 23 février, via Savannah, St-Thomas, les Iles Turques et Savannah. Le *Clide* a apporté des lettres d'Angleterre, jusqu'au 15 janvier, mais pas de journaux. Les seize meurtriers de la *Creole*, étaient encore enfermés dans les prisons de Cuba.

Un ex-caissier d'une banque [illegible] nommé John G. Boyd, a [illegible] jugé à Philadelphie, le 17 février, en se tirant un coup de pistolet à la tête. Il est décédé de la blessure. Les rumeurs considérables, et était sur le point de subir une condamnation infamante.

VIRGINIE.—Il n'y a pas encore eu élection de gouverneur. D'après la constitution de cet Etat, M. John M. Gregory, membre du conseil exécutif d'Etat, remplira, à partir du 4 mars, les fonctions de gouverneur par interim.

CULTURE DE LA SOIE AU TENNESSEE.—Cette culture, dit le *Louisville Advertiser*, fait de rapides progrès dans l'Etat du Tennessee, et deviendra sans doute un jour l'une des branches les plus lucratives du commerce. La société d'agriculture du comté de Davidson travaille efficacement à rendre populaire la culture du soie.

Le sol et le climat de ce pays sont favorables au mûrier ; il serait facile d'y élever des vers à soie, et alors les habitans du Kentucky, du Tennessee, et de tous les autres Etats situés à l'ouest des Alleghany, engageraient par cette nouvelle industrie, des millions de dollars dépensés annuellement par les Etats-Unis en soieries étrangères.

OURAGAN A NEW YORK.—New-York a éprouvé, il y a deux semaines à peine, une de ces bourrasques [illegible] bêtes qui font tant d'avaries aux navires mouillés [illegible] le port. Quelques uns ont eu leurs cables brisés, [illegible] tres ont chassé sur leurs ancres ou dérapé. Le [illegible] bot *Sally* est allé se heurter contre le brick le *[illegible] King* ; plusieurs hommes ont été jetés à la mer.

## VARIETES.

### PAUL DUVERT.

(*Voir l'Abeille des 24, 25, 26 et 28.*)

La chambre où se trouvait en ce moment madame Bianchi était une grande pièce du premier étage, noire, triste, lambrissée en châtaignier, et dont la peinture rougeâtre, qui n'avait pas été rafraîchie depuis bien des années, n'était feuillée que d'une manière [illegible] former une espèce de nature dégradée à l'œil. Quoique la maison parût à l'extérieur solidement bâtie, il était impossible de remuer dans ce vieil appartement sans faire trembler les vitres et sans éveiller dans toutes les parties des cloisons et du plancher une foule de craquements peu harmonieux. D'immenses placards qui entouraient la chambre tenaient lieu des meubles qui servent d'ordinaire à enfermer les effets de toute nature, et il est à remarquer que quelques-uns de ces placards étaient fermés avec un soin qui prouvait qu'ils n'étaient pas vides. En outre, excepté le lit où nous avons vu qu'était dans un soin sur la chambre au dessous d'un vieux baldaquin orné de rideaux blancs, tout avait la même teinte sombre et enfumée. Les sièges et la table étaient en châtaignier comme les cloisons et dataient sans doute de la même époque. Les murs de deux ou trois cadres qui renfermaient des gravures commençaient à avoir disparu sous les injures des mouches et du temps, et excepté un grand crucifix de cuivre que la piété de Thérésa avait soin de conserver toujours brillant de propreté au-dessus de la cheminée, rien de la petite patrie de Venise que la négotiatrice de la jeune fille lui ordonnait de ne pas négliger et elle ne voulait être réduite aux fontaines du voisinage pour voir sa gracieuse image, il semblait que l'on n'eût rien songé pour embellir cet antique appartement depuis le jour où il avait été occupé pour la première fois.

Mme Bianchi elle-même ne faisait aucune disparate avec cet intérieur lugubre et sinistre à la fois : elle était à demi couchée dans un fauteuil à la Voltaire, sorte de meuble moderne qui eût trouvé place au milieu de ces vieilleries, et ses pieds enveloppés de flanelle n'indiquaient de souffrir presque continuel de souffrances. Par contraste avec l'énergie de caractère dont elle avait donné si souvent des preuves dans le cours de sa vie, la tenue de Mme Bianchi était une impressionnable réalité. Jusqu'à l'édition, sachez-le, et qui semblait toujours prête de rendre l'âme à chaque accès d'une toux opiniâtre qui ne la quittait presque pas. Sa figure jeune, riche, coloriée, disparaissait presque entièrement sous une énorme quantité de poudre grise. Ainsi fardée, elle répondit avec une parfaite assurance à ce que sa tante entendait par les idées et les sentiments particuliers à la Corse; que pour lui on lui avait toujours dit qu'il avait le caractère bien calme de ses compatriotes et qu'il n'en était toujours glorie [illegible]

—Eh bien, mon garçon, dit la vieille en s'agitant sur son siège, mais vous ne comprenez pas bien encore; supposez, continua-t-elle en accélérant ses paroles et petites phrases brisées, pendant que son regard restait toujours attaché sur les traits de Paul, supposez que nous en soyons encore au temps où la vengeance particulière, *cette vendetta* corse dont on parle tant en France, s'exerçait sans contrainte parmi nous . . . supposez qu'on ait injurié, assassiné un de vos parens ou même de vos amis, et que l'adversaire fût resté impuni par raisons-vous fait, en pareille circonstance ?

Du profond silence témoigna de l'attention de tous.

—Ce que je crois, dit Paul avec l'énergie nécessaire à son rôle, je me serais vengé moi-même. Or bien que je sois élevé loin de la Corse, ma tante, je n'en connais pas moins votre proverbe national : *Non siete nonna si non ne fate la vendetta* (1), et je m'en accuiendrais dans l'occasion.

Rien ne pourrait peindre la joie qui brilla sur le visage de Mme Bianchi en entendant sortir de la bouche de son prétendu neveu ce proverbe que Paul n'avait appris que depuis le matin, et qui donnait tout ce qu'il savait de la langue corse. Elle bondit sur sa chaise.

—Vous êtes véritablement de mon sang, Carlo, dit-elle avec effusion, et je vois que vous n'avez rien de votre faible et timide mère. Mais pour en revenir à ce que nous disions tout à l'heure, supposez encore qu'une querelle vous survienne maintenant dans un pays asservi comme le nôtre à des lois sévères, mais impitoyantes à réparer certaines flétrissures, qu'entraînes-vous fait encore une vendette dans nos campagnes sauvages, vous ne savez pas . . .

Je sais bien, répliqua Paul, que le couteau corse [illegible] ne s'exécutait pas sans [illegible] ; mais si [illegible] ne me trompe, l'on [illegible] ne [illegible] ; [illegible] ; [illegible] ;